

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

---

## Projet de loi n° 99

Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal

---

Première lecture

---

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales

---

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1977

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet prévoit que les budgets de la Communauté urbaine de Montréal et du Conseil de sécurité publique pour l'année 1978, entrés en vigueur automatiquement suivant la loi, sont modifiés dans le sens des résolutions adoptées par le conseil de la Communauté lors de l'étude de ces budgets. Il donne au service de police de cette communauté pour l'année 1978 le budget prévu dans l'une de ces résolutions.*

*Il proroge le délai accordé au trésorier pour répartir les dépenses de la Communauté.*

*Il prévoit en outre le versement, par le gouvernement, d'une subvention de \$15,000,000 devant être imputée aux revenus de la Communauté pour l'année 1978.*

## **Projet de loi n° 99**

Loi concernant la Communauté urbaine de Montréal

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

### **Article premier**

Sous réserve des quatrième, cinquième, sixième et septième alinéas de l'article 248 de la Loi de la Communauté urbaine de Montréal (1969, chapitre 84), le budget de la Communauté urbaine de Montréal et celui du Conseil de sécurité publique pour l'exercice financier 1978 de cette Communauté sont ceux déposés chez le secrétaire de la Communauté respectivement les 12 octobre et 26 septembre 1977 et ces budgets sont modifiés conformément aux résolutions adoptées par le conseil de cette Communauté sous le numéro 979; le budget du service de police de la Communauté urbaine de Montréal pour le même exercice est celui apparaissant à l'une de ces résolutions.

### **Art. 2**

Le délai accordé au trésorier de la Communauté pour déterminer la quote-part des dépenses de cette dernière payable par les municipalités en vertu du budget de l'exercice financier 1978 est compté à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

### **Art 3**

[[Le ministre des affaires municipales est autorisé à verser à la Communauté urbaine de Montréal une subvention de \$15,000,000 qui doit être imputée aux revenus de la Communauté pour son exercice financier 1978.]]

### **Art. 4**

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.